

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/202054]

**21 MARS 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux incitants visant des équipements réduisant la consommation d'énergie et les émissions sonores d'un véhicule pour l'année budgétaire 2019**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, l'article 58, alinéa 1<sup>er</sup> ;

Vu le décret du 30 novembre 2018 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2019, programme 18.02 inscrit à l'article 44;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juillet 2017 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 août 2017 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement wallon;

Vu le rapport du 16 janvier 2019 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 24 janvier 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 février 2019;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 11 février 2019, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 avril 2018 relatif aux incitants visant des équipements réduisant la consommation d'énergie et les émissions sonores d'un véhicule pour l'année budgétaire 2018, portant sur le même objet que le présent arrêté, a pour base légale le décret du 13 décembre 2017 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2018;

Que cette base légale n'était valable qu'une année;

Que le Gouvernement a décidé de poursuivre la mesure d'aide relative aux incitants visant des équipements réduisant la consommation d'énergie et les émissions sonores d'un véhicule pour l'année 2019;

Que la rétroactivité des actes administratifs est admise dès lors qu'elle est nécessaire à la continuité du service public et la régularisation d'une situation de fait ou de droit pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels;

Considérant qu'une nouvelle base légale est nécessaire et que celle-ci a été établie par l'article 44 du décret du 30 novembre 2018 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2019;

Que, au vu de ce qui précède, il est opportun que la réglementation wallonne rétroagisse au 1<sup>er</sup> janvier 2019;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1<sup>o</sup> l'entreprise : la personne physique ou morale possédant un véhicule pour lequel la taxe de circulation est due en Région wallonne;

2<sup>o</sup> le siège d'exploitation : l'unité d'établissement visée à l'article I. 2., 16<sup>o</sup>, du Code de droit économique;

3<sup>o</sup> le véhicule : le véhicule à moteur, l'ensemble de véhicules articulés ou remorque et prévu ou utilisé, soit partiellement, soit exclusivement, pour le transport par route de marchandises, et dont la masse maximale autorisée est de plus de 3,5 tonnes, à l'exclusion du véhicule à moteur, de l'ensemble de véhicules articulés ou remorque, utilisé de manière limitée sur la voie publique;

4<sup>o</sup> le Ministre : le Ministre de l'Economie;

5<sup>o</sup> l'Administration : la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi, Formation et Recherche du Service public de Wallonie.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Le Ministre ou son délégué peut octroyer une prime, dans les limites budgétaires spécifiques fixées annuellement, conformément au Règlement (UE) n<sup>o</sup> 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis*, à l'entreprise qui :

1<sup>o</sup> possède au moins un siège d'exploitation en Région wallonne;

2<sup>o</sup> installe un équipement réduisant la consommation d'énergie ou les émissions sonores sur un véhicule;

3<sup>o</sup> n'a pas bénéficié d'incitants en vertu du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie ou du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises, pour le même équipement;

4<sup>o</sup> atteste, par une déclaration sur l'honneur du responsable de l'entreprise, qu'elle est en règle avec les législations et réglementations fiscales et sociales ou qui s'engage à se mettre en règle dans les délais fixés par l'Administration.

En ce qui concerne le 4<sup>o</sup>, l'Administration peut, le cas échéant, demander à l'entreprise de produire les documents et preuves nécessaires.

§ 2. Le Ministre précise les équipements, visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, par véhicule, ainsi que le montant de la prime correspondant.

Le montant maximum de la prime est limité à 5.000 euros par véhicule et à 15.000 euros par entreprise.

L'entreprise bénéficie d'une prime par véhicule.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. L'entreprise demande la prime, visée à l'article 2, auprès de l'Administration, sur base d'un formulaire type que l'Administration détermine.

§ 2. La demande de prime est introduite dans les trois mois à compter de la date de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge* ou dans les trois mois à compter de la dernière facture relative à l'équipement, visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>.

Les factures sont émises entre le 1<sup>er</sup> septembre 2018 et le 31 juillet 2019.

L'entreprise introduit une seule demande de prime par véhicule. Une demande de prime peut néanmoins porter sur un ou plusieurs véhicules.

§ 3. L'entreprise qui demande la prime visée à l'article 2 transmet à l'Administration :

1° par une déclaration sur l'honneur du responsable de l'entreprise, une liste reprenant les aides *de minimis* perçues au cours des deux derniers exercices fiscaux et de l'exercice fiscal en cours et;

2° la preuve de l'installation et du paiement de l'équipement visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>.

§ 4. L'Administration liquide la prime visée à l'article 2 en une tranche lorsque l'entreprise lui apporte la preuve de l'installation et du paiement de l'équipement visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>.

**Art. 4.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

**Art. 5.** Le Ministre de l'Économie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 21 mars 2019.

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

Le Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique, de l'Emploi  
et de la Formation,  
P.-Y. JEHOLET

#### ÜBERSETZUNG

### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/202054]

#### 21. MÄRZ 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Anreize für Ausrüstungen zur Verringerung des Energieverbrauchs und der Geräuschemissionen eines Fahrzeugs für das Haushaltsjahr 2019

Die Wallonische Regierung

Aufgrund des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten, Artikel 58 Absatz 1;

Aufgrund des Dekrets vom 30. November 2018 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2019, Programm 18.02 in Artikel 44;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Juli 2017 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Regierungsurkunden;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. August 2017 zur Regelung der Arbeitsweise der Wallonischen Regierung;

Aufgrund des Berichts vom 16. Januar 2019, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 24. Januar 2019 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 7. Februar 2019 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 11. Februar 2019 beim Staatsrat eingereichten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb von 30 Tagen, in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In Erwägung der fehlenden Mitteilung dieses Gutachtens binnen derselben Frist;

Aufgrund von Artikel 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass die Rechtsgrundlage für den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. April 2018 über die Anreize für Ausrüstungen zur Verringerung des Energieverbrauchs und der Geräuschemissionen eines Fahrzeugs für das Haushaltsjahr 2018, der dieselbe Angelegenheit wie der vorliegende Erlass abdeckt, das Dekret vom 13. Dezember 2017 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2018 ist;

Dass diese Rechtsgrundlage nur für ein Jahr galt;

Dass die Regierung beschlossen hat, die Beihilfemaßnahme betreffend die Anreize für Ausrüstungen zur Verringerung des Energieverbrauchs und der Geräuschemissionen eines Fahrzeugs für das Haushaltsjahr 2019 zu verlängern;

Dass die Rückwirkung von Verwaltungsakten zulässig ist, sofern sie für die Kontinuität des öffentlichen Dienstes und die Regularisierung einer Sach- oder Rechtslage erforderlich ist, unter der Voraussetzung, dass sie die Anforderungen der Rechtssicherheit und die individuellen Rechte beachtet;

In der Erwägung, dass eine neue Rechtsgrundlage notwendig ist, und dass diese durch den Artikel 44 des Dekrets vom 30. November 2018 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2019 eingeführt worden ist;

In der Erwägung, dass es angesichts der vorstehenden Ausführungen zweckmäßig ist, dass die wallonische Regelung auf den 1. Januar 2019 zurückwirkt;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Unternehmen: die natürliche oder juristische Person, die Eigentümer eines Fahrzeugs ist, für das in der Wallonischen Region eine Verkehrssteuer zu zahlen ist;

2° Betriebsitz: die Niederlassungseinheit im Sinne von Artikel I.2. Ziffer 16 des Wirtschaftsgesetzbuches;

3° Fahrzeug: Motorfahrzeuge, Kombinationen von Gelenkfahrzeugen oder Anhänger, die entweder teilweise oder ausschließlich für die Beförderung von Gütern auf der Straße vorgesehen sind oder benutzt werden und deren höchstzulässiges Gesamtgewicht mehr als 3,5 Tonnen beträgt, mit Ausnahme der Motorfahrzeuge, Kombinationen von Gelenkfahrzeugen oder Anhänger, die auf der öffentlichen Straße nur in begrenztem Maße benutzt werden;

4° Minister: der Minister für Wirtschaft;

5° Verwaltung: die operative Generaldirektion Wirtschaft, Beschäftigung, Ausbildung und Forschung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie.

**Art. 2 - § 1.** Der Minister oder dessen Beauftragter kann im Rahmen von jährlich festgelegten spezifischen Begrenzungen der Haushaltsmittel gemäß der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf *De-minimis*-Beihilfen demjenigen Unternehmen eine Prämie gewähren, das:

1° mindestens einen Betriebssitz in der Wallonischen Region besitzt;

2° eine Ausrüstung zur Verringerung des Energieverbrauchs oder der Geräuschemissionen an einem Fahrzeug installiert;

3° keine Anreize aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, oder des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe für dieselbe Ausrüstung in Anspruch genommen hat;

4° durch eine ehrenwörtliche Erklärung des Unternehmensleiters bescheinigt, dass es nicht gegen die steuerlichen und sozialen Gesetzgebungen und Regelungen verstößt, oder sich verpflichtet, sich innerhalb der von der Verwaltung festgelegten Fristen mit diesen in Einklang zu bringen.

Was Ziffer 4 betrifft, kann die Verwaltung gegebenenfalls das Unternehmen auffordern, die notwendigen Dokumente und Belege vorzulegen.

§ 2. Der Minister gibt die in § 1 Ziffer 2 erwähnten Ausrüstungen je Fahrzeug sowie den entsprechenden Prämienbetrag näher an.

Der Höchstbetrag der Prämie wird jedoch auf 5.000 Euro pro Fahrzeug und auf 15.000 Euro pro Unternehmen beschränkt.

Das Unternehmen hat Anspruch auf eine Prämie pro Fahrzeug.

**Art. 3 - § 1.** Das Unternehmen beantragt die in Artikel 2 erwähnte Prämie bei der Verwaltung mittels eines von der Verwaltung bestimmten Musterformulars.

§ 2. Der Prämienantrag wird innerhalb von drei Monaten ab dem Datum der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* oder innerhalb von drei Monaten ab der letzten Rechnung für die in Artikel 2 § 1 Ziffer 2 erwähnte Ausrüstung eingereicht.

Die Rechnungen sind zwischen dem 1. September 2018 und dem 31. Juli 2019 ausgestellt worden.

Das Unternehmen reicht einen einzigen Prämienantrag pro Fahrzeug ein. Ein Prämienantrag darf jedoch ein oder mehrere Fahrzeuge betreffen.

§ 3. Das Unternehmen, das die in Artikel 2 erwähnte Prämie beantragt, übermittelt der Verwaltung:

1° durch eine ehrenwörtliche Erklärung des Unternehmensleiters eine Liste mit den *De-minimis*-Beihilfen, die im Laufe der letzten zwei Steuerjahre und des laufenden Steuerjahres bezogen wurden, sowie

2° den Nachweis der Installation und der Zahlung der in Artikel 2 § 1 Ziffer 2 erwähnten Ausrüstung.

§ 4. Die Verwaltung zahlt die in Artikel 2 erwähnte Prämie in einer Tranche aus, wenn das Unternehmen ihr den Nachweis der Installation und der Zahlung der in Artikel 2 § 1 Ziffer 2 erwähnten Ausrüstung erbringt.

**Art. 4 -** Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2019 wirksam.

**Art. 5 -** Der Minister für Wirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 21. März 2019

Der Ministerpräsident  
W. BORSUS

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien, Beschäftigung  
und Ausbildung  
P.-Y. JEHOLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/202054]

**21 MAART 2019. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de incentives ter bevordering van uitrustingen die het energieverbruik en de geluidsemissies van een voertuig verminderen voor het begrotingsjaar 2019**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, van de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuurseenheden, artikel 58, eerste lid;

Gelet op het decreet van 30 december 2018 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2019, programma 18.02, opgenomen in artikel 44;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 28 juli 2017 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 augustus 2017 tot regeling van de werking van de Waalse Regering;

Gelet op het rapport van 16 januari 2019 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehadt en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 24 januari 2019;

Gelet op de instemming van de minister van Begroting, gegeven op 7 februari 2019;

Gelet op de adviesaanvraag binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 11 februari 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het uitblijven van advies binnen deze termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, lid 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 19 april 2018 betreffende de incentives ter bevordering van uitrustingen die het energieverbruik en de geluidsemissies van een voertuig verminderen, dat hetzelfde voorwerp als dit besluit heeft, het decreet van 13 december 2017 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2018 als rechtsgrondslag heeft;

Dat deze rechtsgrondslag slechts voor één jaar geldig was;

Overwegende dat de Regering beslist heeft verder te gaan met de steunmaatregel betreffende de incentives ter bevordering van uitrustingen die het energieverbruik en de geluidsemissies van een voertuig verminderen voor 2019;

Dat de terugwerkende kracht van de administratieve akten aanvaard wordt wanneer ze noodzakelijk is voor de continuïteit van de openbare dienst of voor de regularisatie van een feitelijke of juridische toestand en voor zover daarbij rekening wordt gehouden met de eisen inzake rechtszekerheid en individuele rechten;

Overwegende dat een nieuwe rechtsgrondslag nodig is en dat hij bepaald is bij artikel 44 van het decreet van 30 december 2018 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2019;

Dat, rekening houdend met wat voorafgaat, het van belang is dat de Waalse reglementering terugwerkende kracht heeft op 1 januari 2019;

Op de voordracht van de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° onderneming: de natuurlijke of rechtspersoon die een voertuig bezit, waarvoor de verkeersbelasting in het Waalse Gewest verschuldigd is;

2° bedrijfszetel: de vestigingseenheid bedoeld in artikel I.2., 16°, van het Wetboek van economisch recht;

3° voertuig: het motorvoertuig, het samenstel van voertuigen of aanhangwagens bedoeld of gebruikt, of gedeeltelijk of uitsluitend, voor het vervoer over de weg van goederen en waarvan het maximaal toegestane totaalgewicht meer dan 3,5 ton bedraagt, met uitzondering van het motorvoertuig, het samenstel van voertuigen of aanhangwagens, gebruikt op beperkte manier op de openbare weg;

4° de Minister: de Minister van Economie,

5° de administratie: het Operationele directoraat-generaal Economie, Tewerkstelling en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst.

**Art. 2.** § 1. Overeenkomstig Verordening (EG) nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op *de-minimis*steun kan de Minister of diens afgevaardigde een premie toekennen aan de onderneming die :

1° minstens één bedrijfszetel in het Waalse Gewest heeft;

2° een uitrusting die het energieverbruik en de geluidsemissies vermindert, in een voertuig installeert;

3° geen incentives heeft genoten krachtens het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen of van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen;

4° met een verklaring op erewoord van de verantwoordelijke van de onderneming aantoonde dat ze aan de fiscale en sociale wetgevingen en reglementeringen voldoet of die zich ertoe verbindt daaraan te voldoen binnen de door het Bestuur bepaalde termijnen.

Wat punt 4° betreft, kan de administratie, in voorkomend geval, de onderneming erom verzoeken de nodige documenten en bewijzen te overleggen.

§ 2. De Minister bepaalt, per voertuig, de in § 1, 2°, bedoelde uitrustingen alsook het bedrag van de overeenstemmende premie.

Het maximumbedrag van de premie wordt beperkt tot 5.000 euro per voertuig en 15.000 euro per onderneming.

De onderneming geniet een premie per voertuig.

**Art. 3.** § 1. Op basis van een door de administratie bepaald standaardformulier vraagt de onderneming de in artikel 2 bedoelde premie aan de administratie.

§ 2. De premie-aanvraag wordt binnen drie maanden vanaf de datum van bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* of binnen drie maanden vanaf de laatste factuur betreffende de in artikel 2, § 1, 2°, bedoelde uitrusting ingediend.

De facturen worden tussen 1 september 2018 en 31 augustus 2019 uitgegeven.

De onderneming dient één enkele premie-aanvraag per voertuig in. Een premie-aanvraag kan evenwel één of meerdere voertuigen betreffen.

§ 3. De onderneming die de in artikel 2 bedoelde premie vraagt, bezorgt de administratie:

1° met een verklaring op erewoord van de verantwoordelijke van de onderneming, een lijst van de *de-minimis*steun ontvangen tijdens de twee laatste aanslagjaren en het lopende aanslagjaar en;

2° het bewijs van de installatie en de betaling van de in artikel 2, § 1, 2°, bedoelde uitrusting.

§ 4. De administratie betaalt de in artikel 2 bedoelde premie in een schijf uit wanneer de onderneming hem het bewijs van de installatie en van de betaling van de in artikel 2, § 1, 2°, bedoelde uitrusting levert.

**Art. 4.** Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2019.

**Art. 5.** De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 21 maart 2019.

De Minister-President,  
W. BORSUS

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,  
P.-Y. JEHOLET